

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 5 (1977)

DOI: 10.11588/fr.1977.0.49017

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

bildeten, »weil Vater und Sohn zur gleichen Generation gehören« [S. 178], müßte selbst einer Liebhaberin »intragenerationaler« Problematik erstaunlich vorkommen) in seinem schon vom Thema her angelegten Hinweis auf die Notwendigkeit einer stärkeren Periodisierung des aufgeklärten Zeitalters, womit zugleich die wichtige Rolle der Spätaufklärung in Deutschland unterstrichen wird.

Christof DIPPER, Trier

Jürgen SCHLUMBOHM, Freiheit – Die Anfänge der bürgerlichen Emanzipationsbewegung in Deutschland im Spiegel ihres Leitwortes, Düsseldorf (Pädagogischer Verlag Schwann) 1975, 299 p.

Dans l'Allemagne du XVIII<sup>ème</sup> siècle, le mot *Freiheit* a d'abord une signification juridique. Volontiers employé au pluriel (par ex. *Adels-* ou *Reichsfreiheiten*), il exprime le droit d'être différent des autres (individus, classes sociales, Etats) au nom de la coutume. Il n'est au fond que le synonyme noble de *privilèges*. A l'inverse, non sans quelque timidité d'abord, puis avec vigueur quand les événements d'Amérique et de France auront prouvé que l'idée pouvait se faire acte, une autre conception peu à peu s'impose: il n'est de liberté que générale. Elle doit être la même pour tous ou elle n'est pas. Sous le même vocable deux définitions diamétralement opposées s'affrontent, ce qu'exprime bien un jugement du temps: *Wo Freiheiten sind, ist keine Freiheit* (cité p. 50).

Ce conflit d'idées a partie liée avec la profonde transformation socio-économique qui s'annonce. L'Allemagne féodale, qui semble n'être pas encore sortie du Moyen Age, ce pays essentiellement agricole, régi par la rente foncière, à l'industrie balbutiante, est parcourue de frissons nouveaux. Partout des changements s'amorcent. Non point encore révolution industrielle, instauration des rapports de production capitalistes, mais déjà leur lointaine promesse. Ce monde en mutation tâtonne à la recherche d'une idéologie nouvelle. Le débat autour du mot *liberté* est un bon révélateur de ce besoin. C'est dire que le tableau de l'Allemagne qui ouvre le livre (ch. I) est loin d'être un hors-d'œuvre. Il fournit des clés pour l'interprétation des théories qui s'entrecroisent dans l'opinion publique, en permettant de les replacer à chaque fois dans le terreau où elles ont pris naissance.

Contre le mouvement qui s'esquisse, les conservatismes de tout poil résistent de leur mieux (ch. II). Ils se veulent toujours les défenseurs des anciennes libertés qui assurent leurs prérogatives. Mais il est significatif qu'ils ne peuvent camper sur leurs positions. Pour être entendus du public, il leur faut lutter sur le terrain même de leurs adversaires. Contre eux, ils prétendent défendre la »vraie« liberté, par exemple en faisant jouer le réflexe nationaliste par l'évocation de la *teutsche Freiheit*. Ou encore ils appellent à la rescousse la vieille notion stoïcienne de liberté intérieure. Qu'importent les contraintes sociales, qu'importent même les chaînes de l'esclave, pourvu que le cœur garde son in-

dépendance. Un Mathias Claudius ira jusqu'à proclamer: »*Freiheit und Knechtschaft sind wohl zwei / Doch oft im Grunde einerlei*«, tandis qu'un almanach propose en toute sérénité le programme suivant: *Folget der Vernunft, fürchtet Gott und ehret eure Obrigkeit, alsdann genießt die wahre Freiheit* (p. 82).

A ces mots d'ordre qui cachent mal la volonté de maintenir à tout prix les privilèges existants, une fraction de plus en plus importante de l'opinion publique éclairée oppose un droit naturel qui postule liberté et égalité primitives (ch. III). En son nom on réclame la suppression des droits féodaux, l'égalité devant l'impôt, la liberté de la presse, de l'éducation, de l'exercice de la religion, du commerce. Pour ce vaste programme de réformes, on aimerait faire confiance à un souverain éclairé qui pourrait être un puissant allié contre les forces conservatrices. Par peur de l'oligarchie féodale, crainte aussi de l'aventure d'une république à la française, on souhaite des changements, mais sans bouleversements politiques.

D'autres veulent aller plus loin (ch. IV). Qui peut, disent-ils, garantir les libertés civiles s'il n'y a pas contrôle du pouvoir politique? A toutes les libertés précédentes, ajoutons encore, du moins pour une minorité éclairée, celle de participer aux décisions, soit au sein d'une monarchie constitutionnelle, soit en aménageant les institutions présentes. Les résultats n'ont guère été à la hauteur des espérances, comme en témoigne l'échec en 1796 d'un essai de transformation du *Landtag* de Württemberg dans le sens d'un régime à l'anglaise. Quant aux Jacobins allemands, ils iront jusqu'à exiger pour tous le droit d'accéder au pouvoir politique (ch. V). Enhardis par les victoires françaises, ils proclament que la vraie liberté ne peut s'exprimer que dans une authentique démocratie. Ils ne seront pas longtemps en état de propager leurs idées. On ne tarda pas à les pourchasser et à les réduire au silence. Restait un dernier pas à franchir dans la voie de cette radicalisation progressive: identifier liberté et égalité économique. Bien rares seront ceux qui iront jusque là. Il n'y aura pas d'écrivain pour théoriser la fin de la propriété privée, car il était réservé au XIX<sup>ème</sup> siècle de découvrir que les libertés formelles peuvent couvrir les pires inégalités (ch. VI).

Au total, la fin du siècle laisse une impression de confusion. Certes, vers 1800, »l'absolutisme féodal« est en voie de liquidation. Mais pour le reste, on note une grande variété d'opinions et de situations, d'autant que la distance est souvent grande entre théorie et pratique. Comme le souligne non sans amertume un contemporain: *die eifrigsten Freunde des Volkes in der Theorie sind praktisch die teuersten Diener der monarchischen Gewalt* (p. 166).

Pour étayer la démonstration, il a été fait appel aux sources les plus diverses: traités philosophiques, pamphlets politiques, articles de dictionnaire, manuels de droit, journaux, jusqu'à la poésie. Une abondante bibliographie et des notes qui occupent une place presque aussi grande que le texte témoignent de la riche documentation. Sémantique, histoire des idées et histoire sociale se soutiennent mutuellement et se conjuguent dans un exposé d'une remarquable vigueur et d'une totale clarté.

A tel point qu'on finit par être un peu gêné par la perfection même de la

démonstration, y soupçonnant quelque dogmatisme. Chacun agit en fonction de sa caste ou de sa classe, et celle-ci selon ses intérêts, au gré d'une correspondance quasi mécanique. Sur ce point les mises en garde que l'auteur s'adressait à lui-même (p. 13), ne paraissent pas toujours avoir été respectées. Il y a eu, il le reconnaît, en Allemagne comme en France, des grands seigneurs éclairés qui ont œuvré contre leurs intérêts de classe, au nom d'un idéal. On ne le voit guère dans son livre. Aussi a-t-on parfois l'impression que la pièce est jouée avant d'avoir commencé. L'hypothèse initiale en témoigne déjà. Ramener l'époque étudiée aux prémices du développement capitaliste qui s'y manifestent, c'est la voir en fonction de ce qui a suivi, au détriment de son originalité propre. En adoptant cette perspective eschatologique, on court risque de sacrifier l'intense bouillonnement intellectuel de l'époque aux commodités, mais aussi aux simplifications d'un schéma réducteur. D'où d'ailleurs la mystérieuse prescience prêtée parfois aux classes antagonistes que l'on voit œuvrer pour un avenir qui sera pourtant très différent de tout ce que l'on pouvait imaginer au XVIII<sup>ème</sup> siècle (voir par ex. p. 83).

Ce parti pris méthodologique finit même par infléchir la neutralité de l'historien. Il démontre, ce qui est l'évidence, que le concept moderne de liberté a été façonné par la bourgeoisie éclairée. Mais il ne l'en crédite que du bout des lèvres, découvrant toujours le calcul égoïste derrière l'élan généreux (un exemple très net, p. 96). Nul doute parce qu'il connaît déjà les excès auxquels cette liberté, devenu dogme officiel, servira d'alibi à l'époque suivante. Mais au XVIII<sup>ème</sup> siècle, n'est-elle pas encore, comme le bonheur selon Saint-Just, une idée neuve en Europe et la bourgeoisie ne pouvait-elle encore avoir l'illusion de parler pour tous, y compris les masses populaires?

Mais peut-être fallait-il que les nuances fussent quelque peu écrasées pour les besoins de la démonstration. Il ne s'agit que du revers des remarquables qualités de cet excellent livre qui ouvre une voie originale dans l'histoire des idées.

Henri DURANTON, Saint-Etienne

Sergio MORAVIA, *Il Pensiero degli Ideologues. Scienza e filosofia in Francia, 1780-1815*. Firenze (La Nuova Italia) 1974 (*Il Pensiero filosofico*, 11), 865 S.

Die Forschung zur französischen Aufklärung ist lange in allzu selbstverständlich übernommenen Periodisierungsvorstellungen befangen gewesen. Wie gebannt von der magischen Grenze der Revolution und scheinbar bestätigt durch die Tatsache, daß in den 1770er und 1780er Jahren die meisten »großen« Aufklärer von Voltaire bis Holbach sterben, ist sie zwar einerseits in die Zeit zwischen 1685 und 1720 vorgedrungen, hat aber andererseits kaum über 1789 hinausgeblickt. Eine solche Zäsurideologie zwingt den soziokulturellen Prozeß der Aufklärung in die Daten der politischen Ereignisgeschichte, die längst von der Historie der »longue durée« relativiert worden sind; sie suggeriert eine säuber-